

Prochain changement de régime : l'ingérence électorale américaine cible le Brésil | Mark Weisbrot

Le complexe industriel américain du changement de régime travaille actuellement à plein régime lorsqu'il s'agit de consolider le pouvoir de Washington sur l'hémisphère occidental : le prochain pays sur la sellette est le Brésil, et ce n'est que la plus récente des nombreuses opérations de changement de régime que les États-Unis mènent depuis 70 ans en Amérique latine. L'économiste Mark Weisbrot me rejoint pour discuter de l'élection au Brésil et de l'influence de Washington à travers l'Amérique latine. Il examine l'endettement des ménages, la politique des banques centrales, la dépendance de l'Argentine aux prêts internationaux et le pouvoir politique des sanctions fondées sur le dollar. Leur conversation aborde le Venezuela, la Bolivie, Haïti et l'Équateur, en opposant la souveraineté économique à l'intervention extérieure. Weisbrot distingue également l'aide humanitaire de l'ingérence politique, remet en question les récits dominants sur la crise électorale en Bolivie et se demande si le virage actuel de la région vers la droite peut apporter des améliorations durables dans la vie des gens ordinaires. Liens de Mark : Center for Economic and Policy Research : <https://cepr.net> Recherches et articles de Mark Weisbrot : <https://cepr.net/people/mark-weisbrot/> Article sur l'élection au Brésil : <https://cepr.net/publications/los-angeles-times-trump-and-rubio-fight-to-sway-brazils-election-and-control-the-hemisphere/> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenez Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Présentation du Dr Mark Weisbrot 03:15 Brésil : Lula, Bolsonaro et l'endettement des ménages 08:11 La pression de Trump sur le Brésil et les tribunaux 14:51 Argentine, dette en dollars et sanctions 29:22 ONG, USAID et aide humanitaire 35:46 Politiques du FMI et crise électorale en Bolivie 50:09 Haïti, Équateur et sou

#Pascal

Bon retour à toutes et à tous dans Neutrality Studies. Aujourd'hui, pour la première fois, nous recevons le docteur Mark Weisbrot, économiste principal, cofondateur et codirecteur du Centre de recherche sur l'économie et les politiques publiques, à Washington, dans le district de Columbia. C'est aussi un bon ami de Jeffrey Sachs, qui a eu la gentillesse de nous mettre en relation. Mark, bienvenue.

#Mark Weisbrot

Merci, et merci de m'avoir invité.

#Pascal

C'est formidable de vous avoir avec nous, parce que vous, en tant qu'économiste, vous avez aussi suivi de très près ce qui se passe en ce moment en Amérique du Sud et en Amérique centrale. Et vous savez, l'idée de cette discussion est venue de Jeffrey, qui a dit : « Écoutez, il se passe au Brésil des choses très importantes qui passent sous les radars. » Et vous les étudiez. Est-ce que vous pourriez nous expliquer ce que vous observez là-bas en ce moment ?

#Mark Weisbrot

Oui. Bon, le grand sujet du moment, c'est l'élection au Brésil, qui aura lieu dans tout juste une semaine. En fait, le second tour d'une élection entre Lula da Silva, du Parti des travailleurs, qui a été élu pour la première fois de deux mille trois à deux mille dix, puis est revenu pour un troisième mandat, et qui est le président sortant. Et puis il y a Flávio Bolsonaro. Il est actuellement sénateur au Brésil, mais il doit surtout sa position au fait d'être le fils du président que Lula a battu lors de l'élection de deux mille vingt-deux. Et lors de cette élection, il a fait un peu ce que Trump a fait. Il a refusé d'accepter le résultat, et certaines personnes ont même participé à des émeutes, bien plus importantes que celles qu'on a connues ici. Et il a été condamné.

Son père, Jair Bolsonaro, a été condamné pour avoir tenté un coup d'État militaire, parce qu'il a aussi essayé d'impliquer l'armée. Il n'a pas réussi à rallier suffisamment de généraux. Il a également été condamné pour avoir tenté de détruire l'État de droit au Brésil. Et son fils, qui se présente à la présidence, est très proche de lui. Il se fait appeler Bolsonaro deux point zéro. Il s'est en quelque sorte présenté comme la continuité, pour l'essentiel, du régime précédent. Et Lula, de son côté, a toute une histoire. Lors de son premier mandat, il a quitté ses fonctions comme l'un des présidents les plus populaires du monde entier, avec quatre-vingt-trois pour cent d'opinions favorables. Et s'il ne s'est pas représenté, c'est uniquement parce qu'il a été emprisonné pendant cinq cent quatre-vingts jours pour un crime présumé, qui a ensuite été annulé par les tribunaux. Et c'est pour cela qu'il se retrouve aujourd'hui face à la famille Bolsonaro.

#Pascal

Mais d'après les sondages que j'ai vus, ou du moins certains reportages que j'ai vus, il semble en fait que Bolsonaro ait davantage de chances de gagner dimanche prochain, c'est-à-dire dans une semaine. Pourquoi ? On dirait que la cote de popularité de Lula da Silva n'est plus aussi élevée qu'elle l'était lors de son premier mandat.

#Mark Weisbrot

Oui, eh bien, ça a été un long parcours, et je pense que... Vous savez, c'est vrai. Lors de son premier mandat, alors qu'il était en prison, les sondages lui donnaient toujours vingt points d'avance, s'il avait été autorisé à se présenter à la présidentielle depuis sa cellule. Mais ils ne l'ont pas laissé

faire. Donc, il était très populaire. Je pense que, vous savez, il s'en est aussi plutôt bien sorti lors de son troisième mandat : la pauvreté a baissé de vingt-sept pour cent, l'extrême pauvreté de quarante pour cent, et les salaires réels ont fortement augmenté. Donc, selon tous ces indicateurs, il s'en est bien sorti. Je pense que ce qui lui a fait du tort n'était pas vraiment de sa faute. C'est que la Banque centrale du Brésil maintient son taux d'intérêt à court terme à treize virgule soixante-quinze pour cent.

Et l'inflation est d'environ quatre virgule deux pour cent. C'est, vous savez, l'un des taux d'intérêt réels — les taux directeurs, comme on les appelle — les plus élevés au monde. Et le Brésil connaît cela depuis la majeure partie des dernières décennies. Nous avons publié une étude là-dessus il y a des années. C'est donc vraiment terrible, parce que les ménages aux revenus les plus modestes, surtout, paient en moyenne environ cent pour cent d'intérêts sur leurs dettes. On voit donc que, même si leur salaire réel a augmenté, même si le revenu de leur foyer a considérablement progressé, et même si Lula a aussi, vous savez, des programmes sociaux que les Bolsonaro n'auraient pas mis en place, ils ressentent toujours le poids de ces remboursements de dette. Surtout parmi les groupes aux revenus les plus modestes, cela vient amputer ces gains.

Mais ça, en fait, c'est vraiment la faute de Flávio Bolsonaro. C'est lui qui, pendant son mandat juste avant Lula, a donné à la banque centrale une indépendance totale vis-à-vis du pouvoir exécutif. Beaucoup d'économistes néolibéraux, en particulier — et c'est presque devenu la norme chez les économistes — considèrent que c'est une bonne chose. Mais pas tous. Beaucoup d'entre nous pensent que, lorsqu'on retire toute responsabilité à une banque centrale, on s'expose à des problèmes. Parce qu'elle ne va pas veiller à l'emploi ni aux salaires de la population. Lula a tout de même réussi à faire baisser le chômage à des niveaux record. Il est passé, je crois, d'environ neuf virgule quelque chose pour cent à cinq virgule quatre pour cent. Mais malgré tout, cela leur fait du mal. Cela touche très durement les groupes aux revenus les plus faibles, à cause de ces taux d'intérêt énormes et, par conséquent, des remboursements de dettes.

#Pascal

Donc, la réponse à ma question précédente, en fait, c'est : c'est l'économie, idiot. L'économie ne tourne pas bien. Au Brésil, l'inflation reste trop élevée. Et avec ce niveau de taux de la banque centrale, j' imagine qu'il n'y a pas non plus beaucoup d'investissements privés dans les projets d'infrastructure et autres. Parce qu'il est plus rentable de laisser son argent à la banque et de l'y garder.

#Mark Weisbrot

Non, l'économie s'en est plutôt bien sortie, en termes de croissance et de hausse des salaires réels. Ça va plutôt bien. Le vrai problème, ce sont les remboursements de dette, à cause de ces taux d'intérêt très élevés et des mensualités à payer. Et, là encore, les ménages aux revenus les plus modestes consacrent une part assez importante de leurs revenus au remboursement de leurs dettes.

#Pascal

Petite remarque, très rapide : la meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire gratuitement à mon Substack. Vous pouvez aussi aider en prenant un abonnement payant, ou vous procurer certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont ci-dessous. À bientôt là-bas. Alors, Donald Trump s'est évidemment lui aussi mêlé de cette élection. Il souhaite très vivement que Bolsonaro gagne et que Lula perde. Et, vous savez, dans mon coin d'Internet, on entend beaucoup dire que, si cela arrive, peut-être que le B des BRICS pourrait en fait quitter, en quelque sorte, le cadre des BRICS. Quelle est votre analyse à ce sujet ?

#Mark Weisbrot

Eh bien, je ne pense pas que... Oh, oui, je veux dire, je ne les vois pas dans les BRICS. Oui, enfin, ce type est vraiment très à droite. Et, vous savez, je pense que c'est... C'est un peu effrayant, vous savez, le genre de choses horribles et méchantes que ces gens ont dites. Jair comme...

#Mark Weisbrot

Et Flávio. Et, vous savez, Jair a dit à une collègue députée qu'il ne la violerait pas parce qu'elle était trop laide. Et il a fait l'éloge — ils ont tous les deux fait l'éloge — de la dictature militaire précédente, vous savez, celle qui a pris fin à la fin des années quatre-vingt. Et Jair a dit des choses comme... enfin, il a dit que l'erreur de la dictature, c'était de ne pas avoir tué assez de gens. Et il y a toute une série de commentaires de ce genre. Je pense que c'est assez important. Je ne dis pas ça simplement, vous savez, pour leur faire la guerre ou quelque chose comme ça. Je le dis parce que, quand on regarde, ils ressemblent beaucoup à Trump et à son équipe sur certains points. Enfin, Trump a fait ce genre de déclarations. Vous avez vu ce qu'il a dit sur l'anéantissement de la population iranienne.

Il l'a déjà dit deux fois, et il a menacé de le faire. Et, vous savez, je pense que... Et puis il y a Hegseth, qui — et c'est pertinent pour l'Amérique latine, parce qu'il était en Équateur il y a quelques semaines — a dit au président équatorien : « J'ai vraiment hâte de venir là-bas et de vous aider à tuer beaucoup de mauvaises personnes. » Et d'aider à les tuer, devrais-je préciser, beaucoup de mauvaises personnes, c'est ce qu'il a dit. Et il peut à peine parler de... Vous savez, il se fait appeler le secrétaire à la Guerre, très délibérément. Et il parle toujours de force létale et de létalité. Et puis, bien sûr, ils ont fait exploser tous ces bateaux au large des côtes d'Amérique du Sud. Et d'ailleurs, Flávio soutient ça aussi.

Et il soutient la guerre en Iran. Donc voilà, si vous voulez entrer dans le détail, c'est vraiment pour ça que l'élection a été, en quelque sorte, transformée en opération de changement de régime, avec tout ce que Trump a fait. Vous savez, il est intervenu pour essayer d'arrêter le procès de Jair Bolsonaro. Flávio a fait pression sur lui pour qu'il impose davantage de restrictions au Brésil, et il l'a

fait. Il y a donc eu des droits de douane qui ont commencé à vingt-cinq pour cent. Puis, pendant la campagne électorale ici, il est intervenu à plusieurs reprises avec des mesures qui étaient assez manifestement conçues, délibérément, pour intervenir dans le système judiciaire, mais aussi pour nuire à l'économie avec ces droits de douane. Et, en réalité, les gens ont mal réagi à cette partie-là.

#Pascal

D'accord. Quelle est votre évaluation du système judiciaire au Brésil ? Parce qu'une chose que nous voyons sans cesse, y compris aux États-Unis d'ailleurs, c'est que lorsque certains moyens politiques échouent, on se replie alors sur la judiciarisation du combat politique. On essaie de priver les principaux adversaires de leurs droits, de les mettre en prison, et ainsi de suite. C'est ce qui est arrivé à Lula, n'est-ce pas ? Et c'est ce qui arrive à Bolsonaro. En gros, les dirigeants de ces partis et de ces mouvements se retrouvent inculpés, et tout le reste. Et on voit ça ailleurs aussi.

On le voit en Roumanie : le recours à la justice comme arme politique est utilisé pour écarter le candidat de l'opposition le plus populaire. En fait, c'est aussi ce qui est arrivé à Donald Trump. Et je continue de penser — je ne suis pas du tout un partisan de Donald Trump — que le type de procédure judiciaire employé pour tenter de le faire condamner pour un délit très, très étrange, du genre fraude comptable, me semble clairement relever de cette instrumentalisation de la justice. Et selon vous, dans quelle mesure ces tribunaux brésiliens sont-ils indépendants ? Eh bien, euh...

#Mark Weisbrot

Je ne pense pas qu'on puisse vraiment parler d'instrumentalisation de la justice des deux côtés, ici. Enfin, je suis d'accord avec vous. Il y a eu certaines affaires. Celle que vous avez mentionnée, je pense qu'elle était fragile, aux États-Unis. Et je pense effectivement que le droit, vous savez, que les tribunaux ont été instrumentalisés dans de nombreux cas, avant même l'élection de Trump. Donc, ça arrive. Mais là, ce n'est pas vraiment le cas. Parce que, d'abord, Bolsonaro a vraiment... Je ne vois même pas comment cela pourrait faire débat. Ils essayaient de renverser le gouvernement, vous savez. Et c'est de cela qu'il a été accusé.

Et l'effondrement de l'État de droit, c'était bien réel. Et je ne... vous savez, les preuves étaient là. Je ne vois pas comment on pourrait appeler ça de l'instrumentalisation de la justice contre lui. Et concernant Flavio, enfin, il a bien reçu des millions de dollars de ce banquier, Daniel Vorcaro, qui est accusé de la plus grande fraude de l'histoire du Brésil : huit milliards de dollars qui ont dû être remboursés aux déposants. Donc, c'est réel. Et franchement, je ne le vois pas. Je ne vois aucune instrumentalisation de la justice de la part du gouvernement actuel.

#Pascal

D'accord. Et maintenant, il y a aussi ce lien avec Donald Trump, bien sûr, Hegseth, Rubio et les autres. Dès le premier jour, ils parlent de placer l'ensemble des Amériques, autrement dit l'

hémisphère occidental, essentiellement sous contrôle américain. Ils travaillent là-dessus depuis un moment. Et on peut voir, par exemple avec l'Argentine, à quoi cela mène. Là-bas, le président Milei est une figure présidentielle ultra... comment dire ? D'ultra-droite, ou ultra-libérale néolibérale. Et il a avancé des propositions économiques, notamment supprimer la monnaie argentine et la remplacer par le dollar américain.

Je veux dire, c'est à ce point-là que va la folie économique, là-bas. Vous pouvez peut-être nous éclairer un peu ? Parce que cela fait déjà deux ans, plus de deux ans, que Milei est au pouvoir. Où en est l'Argentine aujourd'hui ? Mais ils sont très proches, très copains. Milei est très proche de Trump. Et l'Argentine vote, à chaque fois, sur absolument toutes les questions cruciales à l'ONU, comme le veulent les États-Unis — y compris sur Israël, bien sûr, à chaque fois. Il y a donc désormais un lien très solide. Et je suppose que l'idée de Donald Trump, c'est de reproduire cela au Brésil.

#Mark Weisbrot

Oui, Milei est vraiment très extrémiste. Quand il était candidat à la présidence, il a carrément appelé à supprimer la banque centrale. Et il a vraiment été sauvé par les États-Unis, qui, en une seule journée, ont mis en place quarante-deux milliards de dollars de crédits provenant du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. L'argent de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement devait arriver progressivement, pas tout de suite. Mais c'était quand même important. Et puis, bien sûr, le Trésor américain a apporté davantage, y compris un soutien à leur monnaie. Et ça a été vraiment crucial. On pourra revenir au Brésil dans un instant, parce que c'est un bon exemple de ce que vous dites : la manière dont les États-Unis interviennent pour réunir un ensemble de gouvernements de droite qui feront ce qu'ils veulent. Pas seulement dans leurs propres pays — dont ils se soucient moins — mais aussi pour soutenir leur politique étrangère et attaquer d'autres gouvernements de gauche.

Et donc, oui, c'est ça, Milei. Et il ne... enfin, je ne sais pas jusqu'où vous voulez aller là-dedans. Vous savez, je suis économiste, donc j'ai tendance à regarder ces choses sous l'angle économique. Et on comprend pourquoi cette énorme facture était indispensable pour que Milei reste au pouvoir. Parce qu'on est dans une situation où la majorité de la dette souveraine argentine est classée comme spéculative par les agences de notation. Et les gens la détiennent un peu comme les gens, ici aux États-Unis, détenaient des actions au sommet de la bulle. Ou ceux qui savaient que c'était une bulle. Ils attendent donc de pouvoir sortir dès que quelque chose tourne mal. Et c'est pour ça qu'il a fallu leur donner autant d'argent : pour stabiliser le taux de change, l'économie et aussi l'inflation, en réalité. Parce que, vous savez, quand la monnaie s'effondre, l'inflation augmente.

#Pascal

Oui, tout à fait. Et, vous savez, on voit en ce moment comment l'administration Trump — mais je pense que ce n'est pas seulement l'administration Trump, d'autres administrations américaines l'ont

fait avant elle — utilise cela, n'est-ce pas ? Elle utilise le dollar américain pour faire pression sur des gouvernements. Je veux dire, le contraste est saisissant. L'Argentine reçoit gratuitement quarante-deux milliards de dollars pour soutenir le régime. De l'autre côté, Cuba est littéralement, physiquement, étranglée, privée de tous les biens économiques et des produits de première nécessité.

Et une dernière chose, juste pour avoir votre éclairage. Je pense que le plus important à comprendre au sujet de la dette souveraine argentine, c'est que la majeure partie est libellée en dollars américains, n'est-ce pas ? En gros, il vous faut ces dollars américains. Le peso ne vous aide pas, donc il faut réussir à mettre la main sur des dollars américains, d'une manière ou d'une autre. Et pour moi — je suis très clairement du côté de la théorie monétaire moderne — c'est, vous savez, un péché originel fondamental pour un pays, lorsque la majorité de sa dette est libellée dans une monnaie étrangère. Pouvez-vous en dire un peu plus là-dessus, et expliquer comment cette dynamique se manifeste aujourd'hui dans toute l'Amérique latine ?

#Mark Weisbrot

Ah oui. Vous avez choisi un enjeu vraiment énorme, parce que la domination du dollar dans le système financier international, c'est ce qui entraîne la domination des États-Unis. Et donc, ils peuvent imposer des sanctions économiques à n'importe quel pays... enfin, pas à n'importe quel pays, mais à la plupart des pays du monde. Et vous savez, c'est effrayant. Ils s'en servent pour faire peur à toute l'Amérique latine. Et bien sûr, ils ont juste là un exemple d'économie qui a été détruite. Il y a Cuba aussi, d'abord. Mais l'économie qui a sans doute été le plus détruite par les sanctions dans toute l'histoire du monde, c'est celle du Venezuela. Vous savez, entre deux mille douze et deux mille vingt, le pays a perdu les trois quarts de son économie. Et l'essentiel de ces pertes s'est produit sous les sanctions qui ont commencé en deux mille quinze.

#Mark Weisbrot

Et cela représentait trois fois l'ampleur de notre Grande Dépression. D'accord, il n'y a jamais eu de dépression de cette ampleur sans guerre, vraiment. Et c'est ce qu'ils ont fait. Tout le monde peut voir ce qu'ils ont fait. Alors, quand Trump se lève et menace le Honduras, à l'approche de l'élection de novembre, en disant que s'ils ne votent pas pour son candidat, Asfura, ils seront punis, ils l'ont pris au sérieux. Et cette élection s'est jouée à moins d'un point de pourcentage, elle aussi. Et la Colombie, il l'a également menacée en avril. Et là aussi, l'élection a été serrée. Moins d'un point de pourcentage. Vous voyez donc à quel point les sanctions leur donnent du pouvoir. C'est une véritable violence économique. Et c'est ce que je veux dire : il est si important que les gens comprennent les conséquences économiques de tout ça.

Que font-ils à ces économies pour vraiment les détruire ? Ils leur coupent l'accès aux devises étrangères. Ils leur coupent l'accès au crédit. Et là, l'économie peut tout simplement s'effondrer complètement. C'est ce qu'ils ont fait au Venezuela. C'est la menace qu'ils font peser partout dans le

monde. Vous avez évoqué le système financier international, les BRICS, et tout le reste. Et je pense que cela va changer. Malheureusement, pour l'instant, tout paraît assez sombre. Enfin, Trump a réussi à remporter les sept dernières élections sur sept en Amérique latine. Et c'est... enfin, l'Amérique latine a connu un énorme changement au vingt-et-unième siècle, comme vous le savez. La plupart des gouvernements étaient de centre gauche.

Et c'était au moins, je ne sais pas, quinze gouvernements qui étaient de centre gauche, et ils sont devenus indépendants pour la première fois. Et l'aspect économique est vraiment important, parce qu'ils ont changé leurs politiques économiques. Et vous aviez, vous savez, de mille neuf cent soixante à mille neuf cent quatre-vingts, le pire échec de croissance économique de toute l'histoire de l'Amérique latine : à peine cinq virgule quatre pour cent de croissance sur toute la période. Pire que sur cent ans, en fait. Pas sur toute l'histoire, peut-être, mais sur cent ans. Puis, en deux mille, les choses ont changé, parce qu'on a commencé — ils ont commencé à élire tous ces gouvernements de gauche, vous savez, à commencer par Chávez, Lula et les Kirchner en Argentine, puis en Bolivie, en Uruguay, au Paraguay, et, vous savez, au Nicaragua et au Salvador. Je ne vais pas tous les énumérer.

#Pascal

Mais ce qui est également important, ce n'est pas seulement que ce sont des gouvernements de gauche. Beaucoup d'entre eux ont aussi une orientation plutôt nationaliste, ou nationale. Ils se perçoivent ainsi. Je veux dire, nous avons besoin de politiques économiques d'émancipation, n'est-ce pas ?

#Mark Weisbrot

C'est tout à fait exact. Et, pendant cette période, ils ont vraiment transformé tout le continent. Il y a une statistique que j'aime citer, parce qu'elle montre l'ampleur des changements : en Amérique latine, le taux de pauvreté est passé de quarante-six à vingt-huit pour cent, entre deux mille deux et deux mille quatorze. Et durant les vingt années précédentes, il n'avait même pas baissé du tout. D'accord.

#Mark Weisbrot

Et donc, ça a été un changement énorme. Et, vous savez, on a passé en revue tous ces pays. Et bien sûr, on se battait pour les aider à se défendre, parce que les États-Unis sont intervenus dans presque tous ces pays pour les déstabiliser. Et, dans plusieurs cas, ils ont réussi à renverser des gouvernements : en Bolivie, au Honduras, en Haïti, trois fois, dont deux fois au vingt-et-unième siècle. Et, vous savez, allez-y.

#Pascal

Les États-Unis ont littéralement envahi le Venezuela, enlevé son président, et il y a maintenant là-bas une situation de type régime collaborationniste de Vichy, qui a déjà, littéralement, cédé tous les droits pétroliers à des entreprises américaines. Et là, on voit... enfin, c'est un bel exemple de la manière dont ça fonctionne. Vous écarterez l'obstacle politique. Ensuite, vous menacez : soit vous travaillez avec moi, soit je vous ferai la même chose. Puis vous installez des entreprises américaines.

#Mark Weisbrot

Je veux dire, c'est du dix-neuvième siècle... C'est le dix-neuvième siècle.

#Pascal

Comme une sorte de colonialisme à la manière des compagnies fruitières américaines. C'est assez stupéfiant, pour moi.

#Mark Weisbrot

C'est le cas, mais une partie de ça vient de Trump, d'accord ? Rubio n'était pas... Je ne pense pas que ce soit son premier choix. Il voulait un changement de régime à l'ancienne, parce qu'il se soucie davantage de contrôler l'hémisphère et de se débarrasser du gouvernement cubain. C'est son objectif principal. Trump, on le voit, il fait... Enfin, écoutez, j'ai une approche prudente de ce qu'on peut savoir. Je n'essaie pas de prétendre savoir ce que les gens pensent. Mais Trump ne donne pas vraiment l'impression d'avoir des objectifs politiques précis. Beaucoup de ces choses ne sont, pour lui, que des diversions. Je pense qu'une partie de la raison pour laquelle il a décidé de faire la guerre à l'Iran, c'est que l'affaire du Venezuela avait si bien marché pour lui qu'il pensait que la même chose se produirait là-bas.

Mais je pense que l'aspect dix-neuvième siècle, qui consiste simplement à aller chercher le pétrole... Vous pouvez regarder toutes ces interventions — en réalité, plus d'une douzaine — menées par les États-Unis en Amérique latine au vingt-et-unième siècle. Presque aucune n'avait quoi que ce soit à voir avec des intérêts d'entreprises ou financiers. Elles portaient vraiment sur le pouvoir. Et je peux vraiment les passer toutes en revue avec vous, comme je l'ai dit. Je pourrais toutes les examiner avec vous. Et c'est différent, d'accord ? Rubio est davantage... vous savez, c'est un néoconservateur. Sa façon de voir le monde recoupe assez largement celle de ce qu'on appelle ici l'État sécuritaire : le département d'État, le Pentagone, les commissions du Congrès chargées de la politique étrangère, toutes les institutions des dix-huit agences de renseignement. Vous savez, ils n'aiment pas du tout Trump.

D'accord, parce qu'ils ne peuvent pas lui faire confiance. Mais c'est ça que fait Rubio. Rubio est corrompu. Il sert de passerelle vers la politique étrangère soi-disant normale, la politique impériale des États-Unis. Et donc, il ne cherche pas à s'emparer du butin de guerre, comme Trump l'a dit ouvertement, je crois. Lui, il veut le pouvoir. Et c'est pour ça que le Brésil est si important pour lui.

Parce que c'est un pays qui, s'il parvient à l'avoir avec un allié loyal, l'aidera à restreindre les choix politiques de tout l'hémisphère. Ils joueront un rôle dans tout ça. Et c'est pour ça qu'il le veut maintenant.

#Pascal

Dans cette stratégie qui consiste à influencer les pays d'Amérique latine, voire à y provoquer des changements de régime, afin de les plier aux exigences économiques et à la volonté des États-Unis, quelle importance revêt le secteur des ONG ? Je veux dire, l'une des choses que nous avons apprises, notamment sur la manière dont les États-Unis influencent les pays européens, et aussi, en réalité, l'ensemble de l'Eurasie, c'est qu'un moyen très important a été de transférer, dans les années mille neuf cent quatre-vingt, sous Reagan, le bras d'infiltration de la CIA vers la National Endowment for Democracy. Cette organisation a alors commencé à financer toutes ces ONG. La plupart d'entre elles se situent bien sûr du côté néolibéral. Et, avec le temps, elles acquièrent une influence structurelle en publiant des journaux, des rapports et des notes de politique publique, et en s'immisçant très profondément dans le débat politique et économique national. En Amérique latine, quelle est l'ampleur de cette opération d'infiltration des États-Unis via les ONG ?

#Mark Weisbrot

Eh bien, je pense que ça fait clairement partie de l'histoire. Je veux dire, on le voit en deux mille deux, lors du coup d'État au Venezuela. Des documents ont été obtenus grâce à la loi sur la liberté d'information. Je les ai publiés sur Internet, tout comme The Secret. Et l'un d'eux montrait que le département d'État finançait les groupes qui s'étaient organisés pour renverser le gouvernement, vous savez, lors du coup d'État militaire de deux mille deux. Et l'une des dirigeantes de ce mouvement, c'était María Corina Machado, dont on parle beaucoup dans l'actualité aujourd'hui, comme possible candidate à la présidentielle là-bas. Donc, il y a eu ça. Il y a aussi eu la Bolivie, lorsqu'il y avait un mouvement sécessionniste de droite.

Et ces groupes ont bien reçu de l'argent, mais cela n'a pas été prouvé. Et si je pense que c'est assez certain, c'est parce que, bon, il y avait des traces. Mais je pense que l'essentiel, c'est que le gouvernement bolivien a demandé à savoir où allait cet argent. À l'époque, c'était l'USAID. Ils ont refusé de le dire, alors il les a expulsés du pays. Et le Brésil, à ma connaissance, a depuis longtemps une loi qui n'autorisait pas... Je suis presque sûr qu'elle n'autorisait pas l'USAID. Et je ne sais pas quelles autres ONG étrangères elle interdisait. Donc, il y a eu certains cas comme ça. Mais la plupart du temps, oui, je ne dirais pas que la majorité des ONG américaines font de mauvaises choses.

Je ne peux pas vraiment le dire. Enfin, j'en ai vu beaucoup. J'en ai vu de mauvais en Haïti. Mais je ne sais pas à quel point c'est une force. Enfin, je pense que le Venezuela était un cas un peu particulier, parce que c'était la première élection présidentielle d'un candidat de gauche depuis, je crois, Allende. Et c'est pour ça que Chávez... D'après ce que j'ai entendu, ils ont dû le convaincre de se présenter, parce qu'à l'époque, la plupart des gens de gauche pensaient que ça n'en valait même

pas la peine. Si vous vous présentiez à la présidence et que vous gagniez, les États-Unis vous élimineraient, tout simplement. Et je pense que c'est ce qu'ils essaient d'établir aujourd'hui.

#Pascal

Oui, probablement. En fait, ce n'est pas du tout une nouvelle méthode. C'est quelque chose de très classique, qui combine, en gros, des entreprises coloniales du dix-neuvième siècle avec des tactiques de guerre froide déjà utilisées pendant la guerre froide. Et ne vous méprenez pas : j'ai personnellement une amie qui travaillait à un poste administratif pour l'USAID, au Paraguay. Et je sais qu'ils ont de bons programmes. Ils ont des programmes qui aident réellement, surtout les agriculteurs, ainsi que des programmes éducatifs, par exemple sur la manière de travailler la terre, ce genre de choses. Tout cela, ce sont des programmes utiles. Le problème, c'est qu'ils disposent aussi de leviers d'influence, ensuite orientés vers l'interventionnisme en matière de politiques publiques, n'est-ce pas ?

#Mark Weisbrot

Oui. Est-ce que je peux répondre à ça ? Parce que je suis vraiment contente que vous l'ayez dit. Je ne voulais pas que les gens repartent avec l'impression que la plupart de ce qu'ils font est mauvais. Ils ont vraiment sauvé des millions de vies. Et des millions de personnes vont mourir si nous ne... Enfin, je veux dire, leur travail sur les maladies, sur le VIH par exemple, est vraiment important. Et j'ai vu des projections selon lesquelles, d'ici deux mille trente, quatorze millions de personnes mourront si les fonds que Trump a supprimés ne sont pas remplacés. C'est donc terrible. Et, vous savez, je répondais à votre question sur les ONG et sur ce qu'elles font. Même si j'ai ces critiques concernant les mauvaises choses qu'elles ont faites, je pense qu'il est vraiment important de rétablir ces financements dès maintenant. Le coût en vies humaines est tout simplement bien plus important que le risque qu'elles représentent en soutenant, vous savez, les gouvernements choisis par les États-Unis.

#Pascal

Oui. Je veux dire, il est très important de souligner que l'aspect humanitaire d'un grand nombre de ces initiatives est réel. Elles sont menées par des personnes qui sont réellement motivées pour avoir un impact positif. Le problème, c'est lorsque cela bascule vers ce type de mécanismes de contrôle politique, qu'elles peuvent aussi mettre en place. On le voit en Ukraine. On le voit dans d'autres parties de l'Europe, dans la manière dont fonctionne ensuite cette dimension idéologique du secteur des ONG. Mais revenons aussi à l'économie de l'Amérique latine. Vous avez étudié de nombreux cas d'opérations de changement de régime, et la manière dont la pression économique est utilisée, ainsi que les conséquences que cela entraîne dans ces pays. Pouvez-vous peut-être nous donner un aperçu de l'ampleur de cet interventionnisme américain ? Pas seulement aujourd'hui, mais aussi au fil du temps.

#Mark Weisbrot

Oui, eh bien, d'abord, il y a l'intervention en Amérique latine. J'ai cité quelques pays. Je pense que l'Argentine en faisait clairement partie. Et puis, vous savez, une partie de cette intervention vient du Fonds monétaire international. Tout ce qu'il fait n'a pas forcément pour but de saper les gouvernements. En fait, en deux mille dix-huit, il y avait un gouvernement de droite. Ils lui ont accordé un prêt, le plus important jamais accordé. Et cela a vraiment contribué à faire tomber ce gouvernement, parce qu'ils y avaient assorti des conditions, vous savez, des conditions procycliques. Ils appelaient ça « l'austérité expansionniste ». Et bien sûr, c'est l'inverse qui s'est produit. L'économie est entrée en récession.

Ensuite, ils ont persisté et leur ont imposé, vous savez, une politique monétaire restrictive. Voilà donc un exemple où ils ont détruit l'économie à laquelle ils avaient accordé le plus gros prêt de toute l'histoire, parce qu'ils voulaient que le pays survive et vainque la gauche. Il faut donc aussi prendre en compte l'incompétence flagrante de certaines de ces institutions et de certains économistes. Mais à part ça, oui, il est vrai que les États-Unis sont intervenus dans tous ces pays. Je crois... je crois que j'en ai dressé une liste, avec des liens, dans le dernier article que j'ai écrit pour le Los Angeles Times, la semaine dernière. Mais vous savez, il y avait la Bolivie. Enfin, pour commencer, je pourrais en citer la plupart de mémoire.

Je veux dire, il y a eu la Bolivie, le Honduras, Haïti, l'Argentine, même l'Équateur. Où encore ? Le Nicaragua, le Salvador, quand le FMLN y était, et j'essaie de penser à... sans oublier... ah oui, le Paraguay aussi. Donc je vais m'arrêter là. Je sais que j'ai probablement oublié quelqu'un. Mais je pense que la Bolivie est en quelque sorte l'exemple classique. C'est le plus récent. Et c'était tout simplement incroyable. Ce cas était très bien documenté. Nous avons écrit des centaines de pages là-dessus. Et pas parce que c'était compliqué. C'était ça qui était incroyable, vous voyez. Et je ne vais pas continuer plus de deux minutes. Mais l'histoire de base, c'est qu'il y a eu une élection là-bas. Et Emmanuel, vous êtes là ?

#Pascal

La Bolivie. Vous pouvez nous donner la chronologie ? Enfin, les années ?

#Mark Weisbrot

Oui, d'accord. Donc Evo a été élu en deux mille cinq, et je crois qu'il est entré en fonction en deux mille six. Et ce pays, soit dit en passant, était soumis à des accords avec le Fonds monétaire international pendant dix-neuf des vingt années précédentes, et il n'avait pas du tout connu de croissance. D'accord. Et je suis allé là-bas quand il a été élu. Je l'ai rencontré, ainsi que certains responsables du gouvernement. Et l'une des premières choses que j'ai demandées, c'était : « Est-ce que vous allez de nouveau avoir un accord avec le Fonds monétaire international ? » Et le type de la banque centrale a dit : « Non. » Et j'ai répondu : « Vous savez, les règles du jeu sont celles-ci,

aujourd'hui. Si vous ne prenez pas un prêt du Fonds monétaire international quand ils estiment que c'est nécessaire, vous n'obtenez pas d'argent de la Banque mondiale, qui est en fait plus importante, ni de la Banque interaméricaine de développement. »

Ou parfois même avec le secteur privé et l'Institut européen. Et il a dit : « Oui, on a parlé au Fonds monétaire international, et ils ont dit que ça n'allait pas se produire cette fois-ci. » Et ça, c'était un changement vraiment énorme. D'accord, c'était le changement positif du vingt-et-unième siècle : le Fonds monétaire international a dû reculer dans certains pays. Ils ne pouvaient plus les forcer à accepter ce prêt comme ils auraient pu le faire auparavant. Et ils ont perdu beaucoup de pouvoir durant les premières années du vingt-et-unième siècle. Mais les interventions ont pris de nombreuses formes. Et la Bolivie a vraiment été l'un des cas les plus scandaleux, parce qu'il y a eu cette élection en octobre deux mille dix-huit, je crois. Et Evo était en tête tout au long du dépouillement préliminaire.

Ce n'était même pas le décompte définitif, c'était un décompte provisoire. Mais il n'avait pas franchi le seuil de dix points d'avance dont il avait besoin pour éviter un second tour. Puis, quand les seize derniers pour cent des votes sont arrivés, il est monté à environ dix virgule deux, ou dix virgule trois. Ses adversaires de droite ont alors crié à la fraude. Et ils ont reçu le soutien de Luis Almagro, le chef de l'Organisation des États américains. Les médias ont donc repris cette version eux aussi. Mais c'était tout simplement un mensonge. Et ce qui est incroyable, c'est qu'on pouvait le démontrer avec de simples calculs. C'est ce que nous avons fait dès le lendemain. Mais l'Organisation des États américains s'y est tenue, et la droite aussi.

Et l'armée est intervenue et a renversé le gouvernement. Donc, nous nous sommes battus contre eux pendant tout ce temps. D'autres personnes et d'autres organisations l'ont fait aussi. Et il s'est avéré que c'était assez facile à prouver. Comme je l'ai dit, vous pouvez regarder sur Internet : il y a des centaines de pages, parce que quelques économistes universitaires ont essayé de montrer, vous savez, en manipulant simplement les statistiques, qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas. Mais ce qui s'est passé était très simple. C'était comme quand on regarde des élections sur CNN, on le voit tout le temps. Les seize derniers pour cent des votes venaient de zones plus favorables à Evo, et on pouvait le voir dans les données. C'était tellement clair.

#Pascal

Probablement les zones rurales, probablement les endroits en haut... C'est ça. Et qui ont reçu beaucoup de subventions. Oui.

#Mark Weisbrot

Ensuite, il y a eu un article dans The Guardian, signé par cent cinquante économistes et statisticiens, qui expliquait exactement cela. Et, vous savez, on aurait pu avoir des centaines de milliers de professeurs de maths au lycée, et peut-être même en classe de quatrième, parce que les données le

montraient clairement. D'accord, on pouvait le voir en comparant les zones dont les résultats avaient été publiés dans la première puis dans la deuxième partie. Il y a eu une pause entre les deux, mais, vous savez, ce n'était rien. D'accord, personne n'a rien fait, et il n'y avait aucune preuve de fraude, quelle qu'elle soit. Ils n'en ont jamais eu. Et puis il y avait Almagro, qui s'y est tenu parce que, vous savez, si je devais deviner, je dirais que c'était parce qu'il voulait obtenir un second mandat de Trump au poste de secrétaire général.

Et il a obtenu ça parce que, vous savez, il venait d'un gouvernement de gauche. Il était ministre de Pepe, en Uruguay. Et donc, c'est ce qu'il a fait. Et le Congrès américain est intervenu, vous savez, le caucus progressiste. Ils ont convoqué l'Organisation des États américains à des réunions et ils ont demandé : « Avez-vous seulement envisagé cette possibilité, de ce qui s'est réellement passé ? Vous l'avez seulement envisagée ? » Et ils n'ont pas pu répondre. Et pourtant, les États-Unis représentent soixante pour cent du financement. Mais ils n'avaient pas assez de poids au Congrès pour pouvoir les forcer à reculer. Et ce qui s'est finalement passé... Je ne vais pas raconter toute l'histoire, parce qu'elle est longue, mais le sept juin... enfin, oui, je vais mentionner autre chose, parce qu'Almagro mérite un peu ça. Je crois qu'il a écrit un article en tant que secrétaire.

Ça venait du secrétariat général de l'OEA, mais c'était lui. Tout le monde le disait. Et c'est lui, le secrétaire général. C'est lui qui dirige l'organisation. Et ce texte accusait le New York Times d'avoir soutenu Hitler, Staline, Poutine et Castro, je crois. C'est bien ça. C'était complètement délirant, d'accord ? Et voilà à quel point il était furieux, parce que le New York Times, le sept juin deux mille vingt, a publié un article disant — et il s'appuyait sur certaines statistiques de l'un de mes collègues aujourd'hui, Francisco Rodríguez — qu'il n'y avait rien d'anormal dans le décompte, qu'il était régulier. Et le New York Times disait que c'était un faux récit qui circulait dans les médias. Ils n'ont pas dit « les médias », mais que c'était un faux récit largement cru pendant tout ce temps.

Ils ont donc dû organiser une nouvelle élection, parce que tous les autres étaient partis. Vous savez, aux États-Unis, ce qui arrive souvent concernant l'Amérique latine, c'est qu'une grande partie du reste de la presse suit le Times. À mon avis, c'est la publication la plus influente du pays en matière de politique étrangère. Et l'Amérique latine est aussi une région dont la plupart des... vous savez, ce que Ben Rhodes, de l'administration Obama, appelait « le blob », c'est-à-dire l'establishment de la politique étrangère... dont la plupart du blob ne se préoccupe pas tant que ça. Du coup, les médias peuvent se permettre pas mal de choses. Et je ne... je ne vais pas critiquer les médias, d'accord ? Parce que ce n'est pas ce que je fais.

#Pascal

J'aime bien ça. Vous pouvez critiquer les médias autant que vous voulez. Enfin, je ne vais pas avoir à faire votre travail, mais allez-y.

#Mark Weisbrot

Je sais, mais ma mère m'a dit, quand j'étais adolescent : « Ne critique pas les gens qui achètent leur encre au tonneau. » Alors je ne le fais pas, vous voyez. Enfin... je les critique parfois, mais pas beaucoup. Mais vous pouvez lire ce qu'ils écrivent, vous pouvez le constater. Et tout le monde... oui, votre public, j'en suis sûr, sait que la couverture médiatique de l'Amérique latine n'est pas bonne. C'est donc ça qui a changé. Et c'est vraiment un exemple classique de quelque chose d'outrageux. Ça montre aussi jusqu'où ils peuvent aller, vous voyez, parce que c'est tout simplement des mathématiques. Peut-être que je fais une fixation là-dessus. Mais si c'est de l'arithmétique, et que c'est vrai, comment peut-on simplement dire que c'est faux et s'en tirer comme ça ? S'en tirer avec un véritable coup d'État militaire fondé sur cette accusation précise, selon laquelle c'était le cas. Et sur l'histoire qu'ils ont racontée.

D'accord, l'histoire, c'était qu'ils étaient réellement intervenus sur ces seize pour cent supplémentaires des voix et qu'ils avaient modifié le décompte. Voilà. C'est vraiment énorme. Et vous savez, c'est la partie que je n'aime pas dire, parce que je ne veux pas que les gens soient trop pessimistes. Mais la Bolivie est dans un sacré désordre aujourd'hui. Et quand on regarde l'Argentine, c'est aussi le désordre aujourd'hui. Et les États-Unis et l'Allemagne... vous savez, l'intervention dans ce pays-là, la plus importante, c'était en deux mille douze, je crois. En deux mille onze ou deux mille douze. Quand la banque de New York a écarté quatre-vingt-dix pour cent des créanciers de l'Argentine et ne leur a pas permis de rembourser leur dette à l'Argentine. Et ça a été un coup très dur, parce qu'ils étaient en passe de rejoindre le Club de Paris, et ainsi de suite. Ils s'en sortaient plutôt bien. L'Argentine s'en est extrêmement bien sortie sous les Kirchner.

Et tous ces pays s'en sont plutôt bien sortis, comme je peux le montrer à nouveau, vous savez, pendant une bonne partie du vingt-et-unième siècle. Puis, bien sûr, il y a eu, vous savez, la récession mondiale de deux mille neuf, qui a été très profonde. Je veux dire, c'était la pire récession mondiale depuis soixante-quinze ans, en termes de perte de produit intérieur brut par habitant. Mais ils s'en sont très bien sortis une fois qu'ils ont repris le contrôle de leurs gouvernements. Et c'est exactement ce que vous disiez : ils devaient être plus nationalistes et croire davantage en leur souveraineté pour changer les politiques économiques qu'ils avaient adoptées lors de la conversion néolibérale, largement imposée à la région par les économistes de Washington. Et je ne veux pas exagérer. C'était aussi quelque chose qui s'était produit au sein de la profession. Il y a eu, en réalité, un changement d'idéologie.

#Pascal

Je veux dire, je ne sais pas combien des cas que vous avez étudiés concernent ces deux pays, mais pour moi, l'un des contrastes les plus frappants dans la manière dont fonctionne l'empire américain, c'est la différence entre Haïti et la République dominicaine. Ils se trouvent littéralement sur la même île, n'est-ce pas ? Et l'un des deux subit cent cinquante ans d'étranglement total. Haïti a aussi été, bien sûr, le premier pays des Amériques à connaître une révolte d'esclaves, une révolte victorieuse, et à chasser ses maîtres coloniaux — qui étaient alors les Français. Et pour cela, il a dû payer très cher. Encore une fois, ils ont dû payer pour ça. L'autre pays, la République dominicaine, est, je veux

dire, une destination touristique, un pays de complexes hôteliers. Je ne connais pas vraiment les détails, mais j'estimerais que la plupart des infrastructures productives là-bas appartiennent probablement à des intérêts américains et occidentaux, plutôt qu'à des propriétaires locaux. Mais peut-être pourriez-vous en dire un peu plus à ce sujet.

#Mark Weisbrot

Non, l'histoire d'Haïti... Enfin, l'un de mes collègues, Jake Johnston, a écrit un livre tout récemment. Je ne sais pas, au cours de l'année dernière. Je n'ai pas vraiment la notion du temps. Et il a écrit un livre sur Haïti, qui revient sur beaucoup de choses dont vous parlez. Lui, il s'est surtout intéressé à la période depuis le tremblement de terre. Mais nous, nous travaillons sur Haïti depuis longtemps. Moi, en fait, j'y travaille depuis... enfin, je travaillais davantage avant, je n'en fais plus autant aujourd'hui... depuis mille neuf cent quatre-vingt-onze, depuis le coup d'État, le premier coup d'État que les États-Unis ont vraiment organisé, la CIA. Et Paul Farmer a documenté une partie de tout ça dans ses livres. Ils ont renversé le premier président d'Haïti élu démocratiquement. Et ce n'était pas la dernière fois. Ils l'ont fait deux autres fois, en deux mille et en deux mille quatre, lorsqu'ils ont placé Aristide dans un avion de transfert clandestin et l'ont emmené en Afrique. Et, vous savez, beaucoup d'entre nous ont lutté autant qu'ils le pouvaient.

Et je pense que les combats ont eu un effet. Vous savez, en réalité, les combats ont vraiment changé quelque chose. Je dois dire que c'en est un, et je veux m'assurer qu'on y revienne avant la fin, parce que le Congrès des États-Unis a réellement du pouvoir. On le voit en ce moment avec la résolution sur les pouvoirs de guerre. Ce qu'ils font ici fait vraiment une différence, en fait. Plus que dans d'autres pays, où l'exécutif a un pouvoir plus absolu qu'ici. Le Congrès peut réellement agir. Je ne vais pas raconter toute l'histoire des années quatre-vingt-dix, mais, en gros, lors du premier coup d'État, le Caucus noir du Congrès a forcé Clinton à envoyer l'armée en Haïti pour le remettre au pouvoir. D'accord. Mais Clinton, vous savez, par la suite, ne s'est pas opposé au renversement de son gouvernement. En fait, il l'a vraiment soutenu aussi, parce qu'il ne faisait pas ce que les États-Unis voulaient qu'il fasse.

Et je pense que cet épisode avec le Black Caucus était réel. D'accord, il a vraiment été contraint de faire ça. Et il a imposé certaines conditions à Aristide, qu'Aristide n'a pas respectées, entre autres. Il voulait qu'il se débarrasse de l'armée et du système des chefs de section dans les campagnes, qui ressemblait un peu au Ku Klux Klan ici, par son caractère fasciste. Et il s'est débarrassé des deux. C'est l'une des premières choses qu'il a faites. Ensuite, il y avait le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, et il voulait suivre leur ligne. Je pourrais en parler très longtemps, mais voilà l'histoire. Mais oui, Haïti... vous savez, Haïti ne va pas bien aujourd'hui, et c'est à cause de cette histoire. Je veux dire, c'est ça le point. C'est pour ça que, quand je regarde le Brésil, je me demande ce qui pourrait arriver au Brésil. Je pense que ce sera plus difficile, d'accord, parce qu'ils n'ont pas vraiment le genre de... enfin, ils n'ont pas le niveau de violence dont ils auraient besoin pour transformer le Brésil en ce qu'ils voudraient qu'il devienne, d'accord, comme ils l'ont fait en Haïti.

Et donc, il ne serait pas si facile de rendre ces changements permanents. Je ne pense pas non plus que l'Argentine va tenir longtemps comme ça, vous savez, avec ce gouvernement de droite. L'Amérique latine n'est pas vraiment une région de droite, vous savez. Si vous regardez les populations là-bas, ce qu'elles pensent et ce qu'elles veulent, la plupart des pays ne le sont pas. Le Chili a eu une dictature, et ils y ont construit tout un mouvement de droite. Puis, vous savez, Boric est arrivé tout récemment. Mais même ce pays-là n'est pas vraiment comme ça. On voit qu'il s'est aussi déplacé vers la gauche. Donc, je pense que... je pense que ça ne durera pas. Mais le risque est très sérieux, vraiment très sérieux. C'est ce qui arrive aux pays. L'Équateur, c'est vraiment... c'est un autre exemple. Et les médias abordent à peine le sujet.

Et mes collègues, bien sûr, en Équateur, ont beaucoup écrit sur ce sujet et ont accompli énormément de travail. Vous pouvez lire ce qu'ils ont écrit. Mais l'Équateur, vous savez, a eu un gouvernement de gauche pendant dix ans, sous Correa. Selon tous les indicateurs sociaux et économiques, ce fut un immense succès. Puis, vous savez, un gouvernement est arrivé, allié aux États-Unis. Enfin, pas au début, lorsqu'ils ont été élus, évidemment. C'était soi-disant... c'était Lenín Moreno. Il faisait partie de la gauche, puis il a changé de camp, et le pays a sombré. Vous savez, le taux d'homicides le plus bas, l'un des plus bas de l'hémisphère, était d'environ cinq. Et maintenant, combien est-il ? Il est au moins quatre fois plus élevé. Je pense même qu'il est plus élevé que ça, aujourd'hui.

#Pascal

C'est le taux de suicide qui a explosé.

#Mark Weisbrot

C'est le plus élevé. C'est parmi les taux les plus élevés de l'hémisphère, si ce n'est pas le plus élevé de tous. Et donc, c'est un exemple.

#Pascal

Le désespoir économique. Des gens qui se suicident parce que, pour certains groupes de la société, il n'y a aucun avenir économique.

#Mark Weisbrot

Eh bien, je pense qu'il s'est passé beaucoup de choses. Je veux dire, vous savez, sous les gouvernements qui ont pris le pouvoir, il y a eu, je crois, un effondrement de l'État de droit. Mais aujourd'hui, c'est encore pire, parce que le président refuse même d'autoriser le plus grand parti politique du pays — le parti issu de Correa. C'est le plus grand parti, et on ne le laisse pas participer aux élections de novembre en tant que parti. Et où est, vous savez, où est l'indignation des experts et de tous ceux qui suivent l'Amérique latine ?

Et c'est quelque chose, vous savez, que je dois dire : ça ne donne pas une très bonne image de l'élite intellectuelle, et même d'une grande partie — je ne dis pas de la totalité, loin de là — des milieux intellectuels et universitaires de ce pays. Vous avez eu ce changement extraordinaire au vingt-et-unième siècle, où, pour la première fois, des centaines de millions de personnes ont eu des gouvernements élus pacifiquement, d'accord ? Pas comme lors des révolutions qu'il y a eu en Russie, en Chine ou ailleurs, où les gens ont dû faire la guerre pour changer la société. Et ils ont changé ces sociétés. C'étaient de vrais sociaux-démocrates sérieux, c'est ainsi que je les qualifierais. Même si, vous savez, on les appelle souvent radicaux, socialistes, et tout le reste. Et ils croient peut-être au socialisme, mais leurs pratiques...

Je veux dire, même Chavez, par exemple, après treize ans, avait créé davantage d'emplois dans le secteur privé que dans le secteur public. Et ce n'est pas parce qu'il le voulait. C'est simplement ce que lui, enfin, ce que la société était capable de faire. D'accord. Donc, c'étaient des sociaux-démocrates. En pratique, je les considérerais comme des gouvernements sociaux-démocrates, et ils avaient été élus. On pourrait penser que les gens, ici, diraient : « Waouh, c'est un grand moment dans l'Histoire. Ça n'était jamais arrivé auparavant : des gens qui pouvaient accomplir ce genre de progrès sans aucune guerre. » Et pourtant, presque tout ce qu'on lit présente la plupart de ces dirigeants, en fait presque tous, d'une manière ou d'une autre, comme les méchants. N'est-ce pas ? C'est bien ce que vous constatez ?

#Pascal

Non, c'est le cas. C'est le cas. Je veux dire, Kirchner n'a pas non plus une bonne réputation dans le New York Times et ailleurs, dans les journaux. Lugo, du Paraguay, Morales, Hugo Chávez. Sans parler de Monsieur Maduro, n'est-ce pas ? On a beaucoup vu cette personne être dénigrée. Et, pour être juste, ces dirigeants ont certains aspects que je n'aime pas. Par exemple, Monsieur... au Venezuela, Monsieur... je viens de dire son nom il y a une seconde. Maduro. Monsieur Maduro. En deux mille seize, je crois que c'était en deux mille seize, lorsqu'il a perdu la majorité au Parlement, il a effectivement délégitimé celui-ci et a, en gros, convoqué une seconde assemblée. Ils emploient aussi ce genre de coups tordus. Mais si l'on regarde les résultats économiques de ces gouvernements, ceux qui mettent l'accent sur le développement national ont effectivement tendance à produire un certain développement national après une ou deux législatures.

#Mark Weisbrot

Oui. Et j'ajouterais aussi que Chávez a organisé des élections honnêtes. Vous savez, Jimmy Carter l'a dit, comme tout le monde. C'étaient des élections honnêtes.

#Pascal

Donc, vous savez, personne ne le sait, si vous demandez autour de vous.

#Mark Weisbrot

Et c'est... vous savez, oui, c'est simplement ce qui est rapporté.

#Pascal

Peut-être juste une minute, pour conclure cette conversation. Quel est, selon vous, le scénario le plus probable pour le Brésil et pour le continent sud-américain, maintenant ? Je veux dire, il reste encore deux ans de Donald Trump. Je ne vois pas le système des États-Unis changer de manière significative dans son approche envers l'hémisphère.

#Mark Weisbrot

Eh bien, au Brésil, je pense que les sondages restent encore très proches de la marge d'erreur. Il y a moins de deux points de pourcentage d'écart. Et je pense que le PT, le Parti des travailleurs, pourrait encore l'emporter. Donc, on ne sait tout simplement pas. On ne le savait pas non plus au premier tour. Et je pense que c'est tout à fait possible. Et Lula essaie aussi, en ce moment, de faire certaines choses qui profitent aux gens, ce qu'il a fait assez souvent durant tous ses mandats. Donc, je pense que c'est possible. Et pour l'avenir au-delà de ça, vous voulez dire pour l'ensemble du continent ? Je pense que l'avenir immédiat n'est pas très bon, avec tous ces gouvernements de droite et Trump. Vous savez, Trump a cette... Nixon avait la théorie du fou.

S'ils pouvaient convaincre les gens qu'ils étaient assez fous pour faire n'importe quoi, vous voyez, même utiliser des armes nucléaires — c'est à ça qu'il pensait — alors ils auraient beaucoup plus de pouvoir. Donc, je pense que c'est un cas difficile. Mais je pense qu'il y a clairement des mouvements de gauche, là-bas. Même en Équateur, par exemple, ils pourraient tout à fait remporter la majorité des mairies des grandes villes lors des élections. Et puis, vous savez, on pourrait passer les pays en revue, un par un. C'est un point bas, mais je ne pense pas que cette droite ait de quoi durer, parce qu'elle n'a aucun plan qui puisse réellement aider les gens. Vous savez, même Trump a fait mieux, en matière de politique macroéconomique, par exemple, que ce que ces gens s'apprêtent à faire — et font déjà en ce moment.

#Pascal

D'accord. Alors, merci beaucoup, Mark, pour cette analyse. Si des gens veulent retrouver votre travail ou suivre votre institut, où doivent-ils aller ?

#Mark Weisbrot

Oh, oui. Vous pouvez retrouver nos travaux au CEPR, le Centre de recherche économique et politique, sur [cepr point net](#). Et vous pouvez vous inscrire. Tout ce que nous proposons est gratuit. Vous pouvez vous inscrire à la publication de votre choix, et vous ne serez pas non plus bombardé de messages indésirables.

#Pascal

Formidable. Je mettrai donc des liens vers CEPR point net dans la description ci-dessous. Merci pour votre temps. Nous vous recevrons à nouveau pour voir ce qui se passera lors de cette élection. Mark Weisbrot, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps aujourd'hui.

#Mark Weisbrot

Merci.